

L'objectif de cette coordination ne doit pas nécessairement être une grande action collective, mais plut de rendre physiquement visible une lutte contre le Google campus ; à la fois pour les gens qui y participent que pour ceux qui s'y intéressent.

Au cours des derniers mois, il est devenu évident que les projets de Google et de l'État et leur état d'avancement étaient maintenus cachés. Des échanges entre camarades permettent la diffusion d'informations sur les avancées du campus.

### Contre information

Depuis que la résistance contre le Google Campus a commencé, il est devenu clair que, d'un côté Google se vend lui-même comme une organisation sociale n'ayant pas de « mauvaises intentions », et de l'autre que beaucoup de gens ne connaissent pas grand-chose sur Google et ses machinations.

Un des points faibles de Google est sans aucun doute son image, qu'il défend à tout prix par *le charme agressif* qu'il déploie dans le quartier. L'idée ici n'est pas de présenter Google comme une diabolique multinationale américaine, mais bien de reconnaître sa responsabilité dans le développement et le raffinement de la domination.

Les technologies sont soutenues par les milieux économique et politique et c'est ceux-la même qui en profitent.

C'est ce qui permet de lier la lutte contre le Google Campus à d'autres conflits.

La contre-information, la diffusion des informations sur Google et ses recherches est un point important.

Elles ne peuvent cependant pas rester circonscrites à un petit cercle de personnes convaincues, mais devraient avoir lieu à différents niveaux afin d'éviter que les attaques contre Google soient mal comprises et mènent à percevoir la lutte comme une petite guèguerre entre Google et ses ennemies. Cela n'aurait que pour effet d'atténuer la tension sociale et de réduire la possibilité de toute forme de révolte sociale.

### Action Directe

L'action directe signifie attaquer sans détours le campus et ses responsables, par exemple les institutions étatiques. La question de la légalité ne se pose pas dans ces termes. En effet, demander la permission ( par exemple pour une manif ) c'est accepter les structures de l'état plutôt que de reconnaître leur responsabilité dans le status quo.

Ainsi, le choix des moyens ne peut dépendre du cadre fixé par l'état. La construction du campus ne peut être empêcher que par la généralisation des attaques contre le projet. Il n'est pas ici question d'une hiérarchie des moyens : une conversation avec un voisin n' a pas « moins de valeur » la distribution d'un fly ou une action directe. Les facteurs importants sont la prise d'initiative, la détermination, la continuité, la créativité personnelle et la variété des attaques (qui ne doivent d'ailleurs pas seulement affecté la construction des bâtiment sur Ohlauer Straße mais tous les responsables du Google Campus de Berlin).

Les actions directes ne cherchent pas la réconciliation avec le pouvoir, mais visent à intensifier la tension sociale visible à Kreuzberg. Google tente de prendre pied dans un quartier qui est rapidement poussé à radicalement changer, laissant de coté les pauvres et les exclus.

Dans la lutte contre le Google Campus, différentes motivations pousse à en empêcher la construction : le réaménagement du quartier, les abus dans la collecte de données que mène Google ou encore la critique du pouvoir et des technologies. Une « connexion » des ces motivations peut rendre possible une intensification partagée du conflit social : le refus de résoudre le conflit politiquement, de toute tentative de contrôle ou de pacification du conflit.

# Comment combattre le Google Campus, à Kreuzberg, Berlin

## Une proposition



Il existe différentes manières de répondre à la question de comment combattre ou empêcher la construction du Google Campus. La réponse dépend de la perspective de la lutte elle-même. La proposition suivante n'est pas seulement adressée aux anarchistes, bien qu'elle soit une proposition anarchiste. Elle peut être partagée par toutes celles et ceux qui ne veulent pas seulement empêcher le Google Campus mais aussi chercher à changer complètement les conditions dans lesquelles nous vivons.

Le Google-campus à Kreuzberg à Berlin est juste un autre projet de la domination parmi d'autres tentant de restructurer le pouvoir de l'état et du capital (parmi d'autres choses, digitalisation de l'économie, nouvelles technologies de contrôle et de répression, commercialisation de la vie quotidienne ...). A Kreuzberg ce type de restructuration est particulièrement visible dans la construction de nouveaux projets immobiliers. Les exemples de la construction du futur bâtiment de Zalando à la place du squat expulsé de Cuvrybrache, la nouvelle « Factory » à Görlitz ( le plus grand complexe de start up d'Europe), les changements incessants sur Oranienstraße avec l'Hôtel de luxe d'Oranien ajoutant une nouvelle qualité productive, ou encore le Google Campus prévu sur Ohlauer Straße.

En d'autres mots c'est un changement graduel dans le quartier, lequel participe d'un processus de perfectionnement et de reconditionnement des rapports de pouvoir dans leur ensemble. Il s'agit d'identifier le développement immobilier à Berlin comme ailleurs, non comme des projets isolés mais comme un tournant global dans les relations de domination, à des niveaux tant économique, politique que social.

La liste des projets de l'état et du capital est longue, et il est facile de s'épuiser en tentant de résister à chacun d'entre eux. La décision de choisir un des projets du pouvoir, de focaliser dessus, d'aller au-delà d'une lutte défensive et de développer un projet antagoniste par soi-même, dérive avant tout de la volonté d'une intensification de la qualité des attaques contre la domination, ses profiteurs, ses avocats et ses serviteurs.

Ce choix marque la volonté d'une lutte contre tous les aspects de la domination à Kreuzberg, Berlin ou à l'international. Cette perspective ne peut se limiter à une « lutte de quartier », mais doit viser à une révolte généralisée contre toute règle et autorité : la transformation des conditions sociales. Partant de cette perspective ainsi que du choix de la cible ( le campus Google ), les propositions d'actions suivantes contre le campus sont proposées pour un monde sans domination, exploitation ni oppression.

## Auto-Organisé

La lutte contre le Campus Google doit être auto-organisée ; c'est à dire que les participantes se confrontent directement à la lutte – sans qu'un groupe représentatif ou une personne ne parlent ou agissent en leur nom. Au contraire, les personnes impliquées s'organisent et agissent en fonction de leurs propres idées et capacités sans faire appel à l'état, au capital ou à leurs représentants tels que les politiciens.

Ceci est principalement dû au fait qu'en appelant aux politiciens, on accepte que notre autonomie soit transférée aux politiciens. Les discussions sur la possibilité d'empêcher la construction du Google Campus sont alors laissées à ceux même qui (comme cela a été entendu au Sénat) ont des intérêts dans la présence du Google Campus à Berlin ou poursuivent d'autres buts politiques.

Tout comme il ne devrait pas y avoir de dialogue avec les partis politiques et les dirigeants, il n'y a pas de dialogue possible avec la presse. La presse, qu'elle donne une image positive ou négative de l'autonomie, opère dans la logique du système capitaliste. Événements et informations sont rendus commercialisables grâce à un traitement journalistique. Ce qui compte, c'est le caractère spectaculaire, la valeur marchande de l'information. Communiquer entre nous dans le quartier et au-delà devrait se faire à travers nos propres projets, par exemple à travers des flyers, journaux, affiches, soirées de discussion, manifestations sauvages, réunions et actions directes. Si nous rejetons la politique afin de parler en notre nom, nous devons également refuser à la presse de raconter pour nous.

Un exemple de quelque chose qui s'opposerait à l'auto-organisation serait d'attendre «la grande manifestation». Être auto-organisé signifie penser à nos propres initiatives et ensuite agir, au lieu d'attendre que quelqu'un d'autre le fasse ou l'organise pour nous.

## Social et Anti-Politique

L'activité politique des partis ou des groupes (politiques) visent, entre autres, à la gestion de la contestation et à la croissance de leur propre pouvoir (politique).

La quantité, ou plutôt la masse, joue un rôle central dans ce calcul politique - à travers les masses, des pressions politiques peuvent être exercées et les intérêts du groupe en question peuvent être renforcés. En bref : la croissance et la quantité dans la lutte, ainsi que l'exercice du contrôle sur elle, sont au centre d'une telle approche politique. Pour devenir un mouvement de masse, la lutte meurt, comme l'on fait de nombreuses luttes – en se réduisant au plus petit dénominateur commun.

La proposition anarchiste d'une lutte anti-politique est une recherche de la qualité, abandonnant ainsi complètement le champ politique. Il ne s'agit pas de construire un pouvoir politique, mais plutôt d'intervenir sur une base sociale. Ce type d'intervention ne doit cependant pas y être subordonné et la puissance de l'individu ne doit jamais être diminuée.

Cette autonomie ne poursuit pas la réalisation d'un objectif final, elle est mise en pratique dans l'attaque des relations de pouvoir, dans la perspective d'un changement social.

La tension sociale est ici le point de départ. La lutte contre le Google-Campus doit être liée à une base sociale ; dans laquelle Kreuzberg ou l'ensemble de Berlin serait compris comme une base d'intervention, et non comme une intervention de petits groupes isolés.

La base sociale peut être ressentie, par exemple, à travers des points de contact, des lieux de rencontre, des actions individuelles ou régulières et des attaques. Elle permet aussi de créer une compréhension de la lutte contre le campus, et la critique du pouvoir associée, pour faciliter les discussions au sein du conflit et diffuser les attaques sur le plan social. Cette lecture du «social» révèle également la ligne de démarcation à l'adresse des partisans du campus et du contrôle par la technologie.

## Organisation informelle

A un niveau organisationnel, nous proposons une organisation informelle. C'est à dire qu'il n'y ait pas de groupe formel ( pas de centre de la lutte contre le Google Campus), pas d'identité de groupe, et pas d'adhésion, mais plutôt que les participantes s'associent sur la base de leurs affinités ( même si c'est juste pour une action). L'organisation informelle permet qu'un panel large et diversifié de moyens d'actions puisse être investi sans avoir à demander la permission à un quelconque groupe.

Les groupes informels sont formés sur la base des affinités, des idées et de la confiance partagée entre les individus. Les différents groupes affinitaires peuvent avoir des pratiques différentes sans se trouver nécessairement en opposition.

De telles affinités, idées partagées, désirs et confiance ne peuvent être construites qu'à travers un processus de rencontre et de confrontation les unes avec les autres. Ce qui nous amène à nouveau à la nécessité d'une base sociale et de la création d'espaces et de situations qui rendent de telles rencontres possibles.

Afin d'éviter l'isolement des individus et groupes participants, l'organisation informelle nécessite des formes de coordination. Celle-ci ne nécessite pas de centre, mais fonctionne plutôt à travers l'existence de différents projets.

Ce journal *Shitstorm*, (*journal anarchiste de kreutzberg contre google et pour la révolte, dont est issu l'article.*) peut par exemple y contribuer, tout comme l'*AntiGoogleCafe face2 face*, les grandes soirées débats, les collages, ou autres actions régulières.